

REPUBLICA DE LA REPUBLIQUE D'AFRIQUE

du 25/III/1962

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA
PROTECTION SOCIALE

Décret n° 32/1962, art. 19 et 24.

- 20 -

DIRECTION GÉNÉRALE DU SECRÉTARIAT
ET DE LA PROTECTION SOCIALE

l'autant intensément et de manière de
l'ordre N° 10 du 20/12/1961 Josephine
dans les catégories de l'ordre A, hiér-
archisées à l'Ordre Socialement (Inscrit-
ment)

DIRECTION DE LA PROTECTION
SOCIALE

L'ORDRE N° 10 DU 20/12/1961, COMME DU
20/12/1961,

DISAIS :

- (✓) u la Constitution du 6 Juillet 1970 ;
(✓) u la loi n° 15/62 du 13.11.1962 portant amendement de l'ar-
ticle 47 de la Constitution du 6 Juillet 1970 ;
(✓) u la loi n° 15/62 du 3.2.1962 portant statut général des
fonctionnaires ;
(✓) u l'arrêté n° 2097/F du 21.1.1956 fixant le règlement sur
le salaire des fonctionnaires ;
(✓) u le décret n° 67/364 du 31.3.1967 modifiant le tableau
hiérarchique des catégories A de l'Enseignement secondaire, abrogeant
et remplaçant les dispositions des articles 10, 20 et 21 du décret
n° 64-165 du 22-5-1964 fixant le statut commun aux catégories de l'En-
seignement ;
(✓) u le décret n° 62/136/F du 5.5.1962 fixant le régime des
rémunérations des fonctionnaires ;
(✓) u le décret n° 62/135/F du 5.5.1962 fixant les catégories
et hiérarchies des catégories créées par la loi n° 15/62 du 3.2.1962 por-
tant statut général des fonctionnaires ;
(✓) u le décret n° 62/137/F du 5.5.1962 relatif à la nomina-
tion et à la révocation des fonctionnaires des catégories de l'Etat ;
(✓) u le décret n° 63/117/F du 26.3.1963 fixant les condi-
tions dans lesquelles sont effectués les préretraitements que doi-
vent subir les fonctionnaires qui échouent aux critères que
fixent les articles 7 et 8 ;
(✓) u le décret n° 67/51/PR-193 du 24.2.1967 réglementant la
prise d'effet du point de vue de la validité des notes réglementaires
relatives aux recrutements, intégrations, remontages de carrière
et reclassements ;
(✓) u le décret n° 74/471 du 31.12.1974 abrogeant et rempla-
çant les dispositions du décret n° 62/136/F du 5.5.1962 fixant les
échelonnements judiciaires des fonctionnaires ;
(✓) u le décret n° 70/194 du 4.4.1970 portant nomination du
Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;
(✓) u le décret n° 86/544 du 25.12.1967 portant nomination des
Membres du Conseil des Ministres ;
(✓) u le rectificatif n° 81/116 du 25.1.1971 au décret n° 80/
544 du 25.12.1967 portant nomination des Membres du Conseil des Mi-
nistres ;
(✓) u le décret n° 81/617 du 25.1.1971 relatif aux intérieurs
des Membres du Gouvernement ;
(✓) u le dossier de candidature constitué par l'intéressé.

DISAIS :

.../...

W.D.

ARTICLE 1er : En application des dispositions du décret n° 67/304 du 30.5.1967 susvisé M. M. nde " M. M. Josephin, né vers 1953 à INTIMASSENGU, titulaire de la Licences En Sciences Sociale et Familiale option : Nutrition (Infirmier) et du Certificat d'aptitude Professionnelle à l'Enseignement Technique option : Sciences Sociale et Familiale, obtenus à l'Université Laval U.N.S.T., est intégré dans les rangs de la catégorie I Hiérarchique des Services Sociaux (Enseignement) et nommée au grade de Professeur Certifié de 1er échelon d'ordre, indice 830.

ARTICLE 2.- L'intéressé est mis à la disposition du Ministre de la Santé et des Affaires Sociales.

ARTICLE 3.- Le présent décret qui prendra effet à compter de la date effective de prise de service de l'intéressé, sera inscrit, publié au J.C.N.C et communiqué partout où besoin sera. /-

PARIS, le 25 Novembre 1982

Par le Premier Ministre,
Chef du Gouvernement,

Le Ministre de la Santé et
des Affaires Sociales,

Pierre Benoît DUSSEAU -

Le Ministre du Travail et de
la Prévoyance Sociale

Bernard GIBRALTIER -

AMÉLIORATIONS :

JCRFC.....	1
PGTFF/FP.....	3
LFI/BST.....	1
...P.....	3
L.C.F.....	1
ESAS.....	1
DOSIER.....	3
INTIMASSE.....	1
SGCI/DC.....	2/-

Colonel Louis SYLVEIN GOM -

Le Ministre des Finances

Itiki Assetounka LEKOUN ZOU -

Le Ministre de l'Education Nationale,

Antoine NDINGA O D A -